

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 169**

**15 octobre 2004**

---

**S o m m a i r e**

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>Règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 déterminant la promotion des élèves de la section de la formation de l'éducateur du régime technique de l'enseignement secondaire technique pour l'année scolaire 2004-2005</b> .....                              | <b>page 2544</b> |
| <b>Convention européenne d'extradition, signée à Paris, le 13 décembre 1957 – Déclaration de la Lituanie et de l'Allemagne</b> .....  | <b>2544</b>      |
| <b>Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998 – Notifications de l'Islande et de la Croatie</b> .....   | <b>2545</b>      |
| <b>Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000 – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg – Liste des Etats liés</b> .....  | <b>2545</b>      |
| <b>Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la 31<sup>e</sup> réunion de la Conférence de la FAO – Ratification par le Luxembourg et entrée en vigueur du Traité</b> ..... | <b>2548</b>      |

---

**Règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 déterminant la promotion des élèves de la section de la formation de l'éducateur du régime technique de l'enseignement secondaire technique pour l'année scolaire 2004-2005.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;

Vu la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

Vu la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les règlements grand-ducaux suivants sont applicables pour la promotion des élèves de l'Institut d'études éducatives et sociales pour l'année scolaire 2004-2005:

- pour les élèves de la classe de 12<sup>e</sup>, le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves dans les cycles moyen et supérieur du régime technique et du régime de la formation de technicien de l'enseignement secondaire technique,
- pour les élèves de la classe de 13<sup>e</sup>, le règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant l'organisation des deux premières années des études d'éducateur du régime de formation à temps plein à l'Institut d'études éducatives et sociales,
- pour les élèves de la classe de 14<sup>e</sup>, le règlement grand-ducal du 31 août 2004 déterminant les modalités des épreuves de l'examen de fin d'études du régime technique dans la division administrative et commerciale, la division des professions de santé et des professions sociales et la division technique générale de l'enseignement secondaire technique et le règlement grand-ducal modifié du 6 avril 2001 portant organisation de l'examen de fin d'études du régime technique de l'enseignement secondaire technique.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle,*

**Mady Delvaux-Stehres**

Château de Berg, le 7 octobre 2004.

**Henri**

**Convention européenne d'extradition, signée à Paris, le 13 décembre 1957. – Déclarations de la Lituanie et de l'Allemagne.**

Il résulte de différentes notifications du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe que les Etats suivants ont fait les déclarations suivantes:

LITUANIE

Déclaration consignée dans une Note verbale du Ministère des Affaires étrangères de la Lituanie, en date du 15 juillet 2004, enregistrée au Secrétariat Général le 28 juillet 2004:

Conformément à l'article 28, paragraphe 3, de la Convention européenne d'extradition, la République de Lituanie déclare que la procédure de remise d'une personne sous mandat d'arrêt européen est applicable dans les relations entre la République de Lituanie et les autres Etats Membres de l'Union européenne, exception faite des cas mentionnés dans les déclarations des Etats Membres de l'Union européenne formulées au titre de l'article 32 de la Décision-Cadre du Conseil 2002/584/JHA du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne.

ALLEMAGNE

Déclaration consignée dans une Note verbale de la Représentation Permanente de l'Allemagne, en date du 17 août 2004, enregistrée au Secrétariat Général le 18 août 2004:

En vertu de l'article 28, paragraphe 3, de la Convention européenne d'extradition, le Gouvernement fédéral déclare que la Décision-Cadre du Conseil en date du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre les Etats membres a été transposée en droit allemand par la loi du 21 juillet 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre les Etats membres de l'Union européenne (Loi sur le mandat d'arrêt européen – EuHbG). La loi entrera en vigueur le 23 août 2004.

A partir de cette date les dispositions relatives au mandat d'arrêt européen se substituent aux dispositions correspondantes prévues par la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et les deux Protocoles additionnels du 15 octobre 1975 et du 17 mars 1978 dans les rapports mutuels entre l'Allemagne et les autres Etats membres de l'Union européenne. Cependant, les traités susmentionnés demeurent applicables à titre subsidiaire, dans la mesure où ils offrent la possibilité d'aller au-delà des objectifs du mandat d'arrêt européen, contribuent à simplifier ou à faciliter les procédures et dans la mesure où l'Etat membre concerné continue également à en faire application. Ceci vaut également pour ce qui concerne les accords bilatéraux conclus par la République fédérale d'Allemagne avec différents Etats membres de l'Union européenne.

---

### **Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998. – Notifications de l'Islande et de la Croatie.**

Il résulte de différentes notifications du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies que les Etats suivants ont fait des notifications en vertu de l'article 87, paragraphes 1 et 2 du Statut:

#### Islande (09.06.2004)

1. Se référant au paragraphe 1 a) de l'article 87 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, l'Islande déclare que les demandes de coopération de la Cour seront adressées au Ministère de la Justice.

2. Se référant au paragraphe 2 de l'article 87 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, l'Islande déclare que les demandes de coopération et les pièces justificatives y afférentes lui seront adressées en anglais, langue de travail de la Cour.

#### Croatie (19.07.2004)

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 87 du Statut, la République de Croatie déclare que les demandes émanant de la Cour sont transmises par la voie diplomatique au Ministère de la justice (Département de la coopération avec les juridictions pénales internationales).

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 87 du Statut, la République de Croatie déclare que les demandes de coopération émanant de la Cour et les pièces justificatives y afférentes sont rédigées en croate, langue officielle de la République de Croatie et sont accompagnées d'une traduction en anglais, l'une des langues de travail de la Cour pénale internationale.

---

### **Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000. – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg; liste des Etats liés.**

Le Protocole désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 25 avril 2003 (Mémorial 2003, A, no. 70, pp. 1114 et ss.) a été ratifié et l'instrument de ratification luxembourgeoise a été déposé le 4 août 2004 auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Au moment de la ratification le Luxembourg a fait la déclaration suivante:

«Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare que, conformément à l'article 3 du Protocole, il fixe à dix-sept ans accomplis l'âge minimum auquel il autorise l'engagement volontaire à l'armée luxembourgeoise.

Les principes suivants seront observés lors du recrutement de personnes ayant atteint l'âge de dix-sept ans accomplis:

1. Le recrutement se fait sur une base volontaire.
2. Les candidats soldats volontaires âgés de moins de dix-huit ans accomplis doivent disposer du consentement écrit des parents ou du tuteur légal.
3. Les soldats volontaires âgés de moins de dix-huit ans accomplis ne peuvent participer aux opérations militaires ci-après:
  - 1) sur le plan national:
    - a) en cas de conflit armé, à la défense du territoire du Grand-Duché,
  - 2) sur le plan international:
    - a) de contribuer à la défense collective ou commune dans le cadre des organisations internationales dont le Grand-Duché est membre;
    - b) de participer dans le même cadre à des missions humanitaires et d'évacuation, à des missions de maintien de la paix et à des missions de force de combat pour la gestion des crises y compris des opérations de rétablissement de la paix.

4. Les candidats soldats volontaires sont pleinement informés, avant leur engagement, des devoirs qui s'attachent au service militaire.

5. Les soldats volontaires peuvent renoncer à tout moment à leur engagement militaire.»

Le Protocole est entré en vigueur pour le Luxembourg le 4 septembre 2004, conformément au paragraphe 2 de son article 10.

Le Protocole lie actuellement les Etats suivants:

| <u>Etat</u>                              | <u>Signature</u> | <u>Ratification</u><br><u>Adhésion (a)</u> |
|--|------------------|--|
| Afghanistan                              |                  | 24/09/2003 (a)                             |
| Afrique du Sud                           | 08/02/2002       |  |
| Allemagne                                | 06/09/2000       |  |
| Andorre                                  | 07/09/2000       | 30/04/2001                                 |
| Argentine                                | 15/06/2000       | 10/09/2002                                 |
| Arménie                                  | 24/09/2003       |  |
| Australie                                | 21/10/2002       |  |
| Autriche                                 | 06/09/2000       | 01/02/2002                                 |
| Azerbaïdjan                              | 08/09/2000       | 03/07/2002                                 |
| Bangladesh                               | 06/09/2000       | 06/09/2000                                 |
| Belgique                                 | 06/09/2000       | 06/05/2002                                 |
| Belize                                   | 06/09/2000       | 01/12/2003                                 |
| Bénin                                    | 22/02/2001       |  |
| Bosnie-Herzégovine                       | 07/09/2000       | 10/10/2003                                 |
| Botswana                                 | 24/09/2003       |  |
| Brésil                                   | 06/09/2000       | 27/01/2004                                 |
| Bulgarie                                 | 08/06/2001       | 12/02/2002                                 |
| Burkina Faso                             | 16/11/2001       |  |
| Burundi                                  | 13/11/2001       |  |
| Cambodge                                 | 27/06/2000       | 16/07/2004                                 |
| Cameroun                                 | 05/10/2001       |  |
| Canada                                   | 05/06/2000       | 07/07/2000                                 |
| Cap-Vert                                 |                  | 10/05/2002 (a)                             |
| Chili                                    | 15/11/2001       | 31/07/2003                                 |
| Chine                                    | 15/03/2001       |  |
| Colombie                                 | 06/09/2000       |  |
| Costa Rica                               | 07/09/2000       | 24/01/2003                                 |
| Croatie                                  | 08/05/2002       | 01/11/2002                                 |
| Cuba                                     | 13/10/2000       |  |
| Danemark                                 | 07/09/2000       | 27/08/2002                                 |
| Dominique                                |                  | 20/09/2002 (a)                             |
| El Salvador                              | 18/09/2000       | 18/04/2002                                 |
| Equateur                                 | 06/09/2000       | 07/06/2004                                 |
| Espagne                                  | 06/09/2000       | 08/03/2002                                 |
| Estonie                                  | 24/09/2003       |  |
| Etats-Unis d'Amérique                    | 05/07/2000       | 23/12/2002                                 |
| Ex-République yougoslave<br>de Macédoine | 17/07/2001       | 12/01/2004                                 |
| Fédération de Russie                     | 15/02/2001       |  |
| Finlande                                 | 07/09/2000       | 10/04/2002                                 |
| France                                   | 06/09/2000       | 05/02/2003                                 |
| Gabon                                    | 08/09/2000       |  |
| Gambie                                   | 21/12/2000       |  |
| Ghana                                    | 24/09/2003       |  |
| Grèce                                    | 07/09/2000       | 22/10/2003                                 |
| Guatemala                                | 07/09/2000       | 09/05/2002                                 |
| Guinée-Bissau                            | 08/09/2000       |  |
| Haïti                                    | 15/08/2002       |  |
| Honduras                                 |                  | 14/08/2002 (a)                             |
| Hongrie                                  | 11/03/2002       |  |
| Indonésie                                | 24/09/2001       |  |
| Irlande                                  | 07/09/2000       | 18/11/2002                                 |
| Islande                                  | 07/09/2000       | 01/10/2001                                 |
| Israël                                   | 14/11/2001       |  |
| Italie                                   | 06/09/2000       | 09/05/2002                                 |

|  |            |                |
|--|------------|----------------|
| Jamaïque   | 08/09/2000 | 09/05/2002     |
| Japon  | 10/05/2002 | 02/08/2004     |
| Jordanie   | 06/09/2000 |                |
| Kazakhstan   | 06/09/2000 | 10/04/2003     |
| Kenya  | 08/09/2000 | 28/01/2002     |
| Kirghizistan   |            | 13/08/2003 (a) |
| Koweït   |            | 26/08/2004 (a) |
| Lesotho  | 06/09/2000 | 24/09/2003     |
| Lettonie   | 01/02/2002 |                |
| Liban  | 11/02/2002 |                |
| Liechtenstein  | 08/09/2000 |                |
| Lituanie   | 13/02/2002 | 20/02/2003     |
| Luxembourg   | 08/09/2000 | 04/08/2004     |
| Madagascar   | 07/09/2000 |                |
| Malawi   | 07/09/2000 |                |
| Maldives   | 10/05/2002 |                |
| Mali   | 08/09/2000 | 16/05/2002     |
| Malte  | 07/09/2000 | 09/05/2002     |
| Maroc  | 08/09/2000 | 22/05/2002     |
| Maurice  | 11/11/2001 |                |
| Mexique  | 07/09/2000 | 15/03/2002     |
| Micronésie (Etats fédérés de)                          | 08/05/2002 |                |
| Monaco   | 26/06/2000 | 13/11/2001     |
| Mongolie   | 12/11/2001 |                |
| Namibie  | 08/09/2000 | 16/04/2002     |
| Nauru  | 08/09/2000 |                |
| Népal  | 08/09/2000 |                |
| Nigéria  | 08/09/2000 |                |
| Norvège  | 13/06/2000 | 23/09/2003     |
| Nouvelle-Zélande*                                      | 07/09/2000 | 12/11/2001     |
| Ouganda  |            | 06/05/2002 (a) |
| Pakistan   | 26/09/2001 |                |
| Panama   | 31/10/2000 | 08/08/2001     |
| Paraguay   | 13/09/2000 | 27/09/2002     |
| Pays-Bas   | 07/09/2000 |                |
| Pérou  | 01/11/2000 | 08/05/2002     |
| Philippines  | 08/09/2000 | 26/08/2003     |
| Pologne  | 13/02/2002 |                |
| Portugal   | 06/09/2000 | 19/08/2003     |
| Qatar  |            | 25/07/2002 (a) |
| République arabe syrienne                              |            | 17/10/2003 (a) |
| République de Corée                                    | 06/09/2000 |                |
| République de Moldova                                  | 08/02/2002 | 07/04/2004     |
| République démocratique<br>du Congo                    | 08/09/2000 | 11/11/2001     |
| République dominicaine                                 | 09/05/2002 |                |
| République tchèque                                     | 06/09/2000 | 30/11/2001     |
| Roumanie   | 06/09/2000 | 10/11/2001     |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord | 07/09/2000 | 24/06/2003     |
| Rwanda   |            | 23/04/2002 (a) |
| Saint-Marin  | 05/06/2000 |                |
| Saint-Siège  | 10/10/2000 | 24/10/2001     |
| Sénégal  | 08/09/2000 | 03/03/2004     |
| Serbie-et-Monténégro                                   | 08/10/2001 | 31/01/2003     |
| Seychelles   | 23/01/2001 |                |
| Sierra Leone   | 08/09/2000 | 15/05/2002     |
| Singapour  | 07/09/2000 |                |
| Slovaquie  | 30/11/2001 |                |
| Slovénie   | 08/09/2000 |                |
| Soudan   | 09/05/2002 |                |
| Sri Lanka  | 21/08/2000 | 08/09/2000     |
| Suède  | 08/06/2000 | 20/02/2003     |
| Suisse   | 07/09/2000 | 26/06/2002     |
| Suriname   | 10/05/2002 |                |

|             |            |                |
|-------------|------------|----------------|
| Tadjikistan |            | 05/08/2002 (a) |
| Tchad       | 03/05/2002 | 28/08/2002     |
| Timor-Leste |            | 02/08/2004 (a) |
| Togo        | 15/11/2001 |                |
| Tunisie     | 22/04/2002 | 02/01/2003     |
| Turquie     | 08/09/2000 | 04/05/2004     |
| Ukraine     | 07/09/2000 |                |
| Uruguay     | 07/09/2000 | 09/09/2003     |
| Venezuela   | 07/09/2000 | 23/09/2003     |
| Viet Nam    | 08/09/2000 | 20/12/2001     |

\* Avec l'exclusion territoriale suivante:

... conformément au statut constitutionnel des Tokélaou et compte tenu de l'engagement du Gouvernement néo-zélandais à œuvrer à l'avènement de l'autonomie des Tokélaou par un acte d'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies, la présente acceptation ne s'appliquera aux Tokélaou que lorsque le Gouvernement néo-zélandais aura déposé une déclaration à ce sujet auprès du depositaire à la suite d'une consultation appropriée avec ce territoire.

**(Les déclarations faites par les Etats, conformément à l'article 3, paragraphe 2 du Protocole, relatives à l'âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées nationales peuvent être consultées au Service des Traités du Ministère des Affaires Etrangères).**

**Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la 31<sup>e</sup> réunion de la Conférence de la FAO. – Ratification par le Luxembourg et entrée en vigueur du Traité.**

Le Traité désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 19 décembre 2003 (Mémorial 2003, A, n° 196, pp. 4092 et ss.) a été ratifié et l'instrument de ratification luxembourgeois a été déposé auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture le 31 mars 2004.

Au moment de la ratification le Luxembourg a fait la déclaration suivante:

“The Grand Duchy of Luxembourg confirms the declaration made at adoption concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture as recognising that the plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights, provided that the criteria relating to such rights are met.”

Les conditions requises pour l'entrée en vigueur du Traité ayant été remplies le 31 mars 2004, le Traité est entré en vigueur, conformément à son article 28, le 29 juin 2004 à l'égard des Etats suivants:

| <u>Partie</u>         | <u>Ratification</u>    |                         |
|-----------------------|------------------------|-------------------------|
|                       | <u>Acceptation (A)</u> | <u>Approbation (AA)</u> |
|                       |                        | <u>Adhésion (a)</u>     |
| Algérie               |                        | 13/12/2002 (a)          |
| Allemagne             |                        | 31/03/2004              |
| Bangladesh            |                        | 14/11/2003              |
| Bhoutan               |                        | 02/09/2003              |
| Cambodge              |                        | 11/06/2002 (A)          |
| Canada                |                        | 10/06/2002              |
| Chypre                |                        | 15/09/2003              |
| Communauté européenne |                        | 31/03/2004 (AA)         |
| Côte d'Ivoire         |                        | 25/06/2003              |
| Danemark              |                        | 31/03/2004              |
| Egypte                |                        | 31/03/2004              |
| El Salvador           |                        | 09/07/2003              |
| Emirats arabes unis   |                        | 16/02/2004 (a)          |
| Erythrée              |                        | 10/06/2002              |
| Espagne               |                        | 31/03/2004              |
| Estonie               |                        | 31/03/2004 (a)          |
| Ethiopie              |                        | 18/06/2003              |
| Finlande              |                        | 31/03/2004              |
| Ghana                 |                        | 28/10/2002              |
| Grèce                 |                        | 31/03/2004              |
| Guinée                |                        | 11/06/2002 (AA)         |

|  |                |
|--|----------------|
| Honduras                                   | 14/01/2004 (a) |
| Hongrie                                    | 04/03/2004 (a) |
| Inde                                       | 10/06/2002     |
| Irlande                                    | 31/03/2004     |
| Jordanie                                   | 30/05/2002     |
| Kenya                                      | 27/05/2003 (a) |
| Koweït                                     | 02/09/2003 (a) |
| Liban                                      | 06/05/2004     |
| Luxembourg                                 | 31/03/2004     |
| Malaisie                                   | 05/05/2003 (a) |
| Malawi                                     | 04/07/2002     |
| Maurice                                    | 27/03/2003 (a) |
| Mauritanie                                 | 11/02/2003 (a) |
| Myanmar                                    | 04/12/2002 (a) |
| Nicaragua                                  | 22/11/2002 (a) |
| Ouganda                                    | 25/03/2003 (a) |
| Pakistan                                   | 02/09/2003 (a) |
| Paraguay                                   | 03/01/2003 (A) |
| Pérou                                      | 05/06/2003 (a) |
| République arabe syrienne                  | 26/08/2003     |
| République centrafricaine                  | 04/08/2003     |
| République démocratique du Congo           | 05/06/2003 (a) |
| République populaire démocratique de Corée | 16/07/2003 (a) |
| République tchèque                         | 31/03/2004 (a) |
| Royaume-Uni                                | 31/03/2004     |
| Sainte-Lucie                               | 16/07/2003 (a) |
| Sierra Leone                               | 20/11/2002 (a) |
| Soudan                                     | 10/06/2002     |
| Suède                                      | 31/03/2004     |

Les Etats suivants ont ratifié le Traité désigné ci-dessus ou y ont adhéré aux dates indiquées ci-après:

| <u>Etat</u>                 | <u>Ratification</u><br><u>Adhésion (a)</u> | <u>Entrée en vigueur</u> |
|-----------------------------|--|--------------------------|
| Equateur                    | 07/05/2004 (a)                             | 05/08/2004               |
| Italie                      | 18/05/2004                                 | 16/08/2004               |
| Lettonie                    | 27/05/2004 (a)                             | 25/08/2004               |
| République Unie de Tanzanie | 30/04/2004 (a)                             | 29/07/2004               |

### Déclarations

#### **Myanmar (Déclaration concernant l'article 22 faite à l'adhésion):**

«Le gouvernement de l'Union du Myanmar déclare que, dans le cas d'un différend survenant entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Myanmar recourra à l'arbitrage prévu à l'article 22.3(a). A ce propos, Myanmar accepte l'arbitrage conduit en conformité aux dispositions de la Partie 1 de l'Appendice II du Traité.»

**Allemagne (Declaration made upon ratification):** "Germany confirms the declaration made at adoption by the European Community concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources as recognising that plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights provided that the criteria relating to such rights are met."

**Communauté européenne (Déclaration jointe à l'instrument d'approbation):** (1) «La Communauté européenne interprète l'Article 12.3, point d), du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture comme reconnaissant que les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ou leurs parties et composantes génétiques ayant été sujet d'innovations peuvent être l'objet de droits de propriété intellectuelle pour autant que les critères relatifs à de tels droits soient satisfaits.»

(2) «Conformément aux dispositions de l'Article II.7 de l'acte constitutif de la FAO, la Communauté européenne déclare que sa déclaration de compétence soumise à la FAO le 4 octobre 1994 en vertu de l'Article II.5 de l'acte constitutif de la FAO continue à s'appliquer dans le cadre de son acceptation du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.»

(3) «Conformément à la disposition figurant à l'Article 22.3, la Communauté européenne déclare que dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément à l'Article 22.1 ou 22.2, elle accepte de considérer comme obligatoires les modes de règlement prévus à l'Article 22.3, point a).»

**Danemark (Declaration made upon ratification):** “Denmark confirms the declaration made at adopting the Treaty concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources as recognising that plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights provided that the criteria relating to such rights are met.”

**Espagne (Declaration made upon ratification):** “España manifiesta su intención de depositar la Declaración Interpretativa, relativa al artículo 12.3.d del Tratado, que ya realizó la Presidencia de la Unión Europea en la 31ª Conferencia Ministerial de la FAO en noviembre de 2001, en el momento de la adopción del Tratado, tan pronto como finalicen los trámites internos pertinentes.”

**Finlande (Declaration made upon ratification):** “The European Community and its Member States interpret Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources as recognising that plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights provided that the criteria relating to such rights are met.”

**Grèce (Declaration made upon ratification):** “The Hellenic Republic confirms the declaration made at adoption concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture as recognizing that the plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights, provided that the criteria relating to such rights are met.”

**Irlande (Declaration made upon ratification):** “Ireland confirms the declaration made at adoption concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture as recognising that the plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights, provided that the criteria relating to such rights are met.”

**Italie (Declaration made upon ratification):** “Italy has the honour to manifest the intention to deposit the declaration concerning the interpretation of article 12.3.d of the above-mentioned Treaty as delivered by the Presidency of the European Union during the 31<sup>st</sup> FAO Ministerial Conference in November 2001, at the adoption of the Treaty, as soon as the relevant internal procedure are concluded.”

**Suède (Declaration made upon ratification):** (1) “Sweden confirms the declaration made at adoption concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture as recognising that the plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights, provided that the criteria relating to such rights are met.”

(2) “In accordance with the provisions of Article II.7 of the FAO Constitution, Sweden declares that the European Community’s declaration of competence submitted to FAO on 4 October 1994 under Article II.5 of the FAO Constitution still applies in the light of its acceptance of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture.”

(3) “In accordance with the provision of Article 22.3 Sweden declares that for a dispute not resolved in accordance with Article 22.1 or Article 22.2 it accepts as compulsory the dispute settlement provisions in Article 22.3(a).”

**United Kingdom (Declaration made upon ratification):** “The Government of the United Kingdom confirms the declaration made at adoption concerning the interpretation of Article 12.3.d of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture as recognising that plant genetic resources for food and agriculture or their genetic parts or components which have undergone innovation may be the subject of intellectual property rights, provided that the criteria relating to such rights are met.”